

TRAVAIL SOCIAL, PROTECTION DE L'ENFANCE

LES AGENT·ES EXIGENT DE MEILLEURES CONDITIONS DE TRAVAIL ET UNE REVALORISATION DE LEUR RÉMUNÉRATION

**TOUTES ET TOUS EN GRÈVE LE 11 JANVIER 2022,
ET ON CONTINUE LE 27 JANVIER DANS LE CADRE
DE LA JOURNÉE DE GRÈVE ET DE MANIFESTATIONS
INTERPROFESSIONNELLE ET INTERSYNDICALE**

Les professionnel·les du secteur social et médico-social ne cessent de montrer au quotidien leur engagement dans l'accompagnement des populations les plus précaires et ce sans que jamais le gouvernement n'apporte la moindre réponse à leurs besoins.

Le 7 décembre dernier, c'est pour faire entendre leurs revendications qu'ils et elles ont été des milliers en grève et dans la rue, déterminé·es à ne pas lâcher pour obtenir satisfaction.

Combien de temps faudra-t-il, combien de crises les professionnels devront-ils traverser, pour que le gouvernement et les employeurs publics locaux remplacent leurs paroles par des actes et qu'enfin les travailleurs et travailleuses sociaux·ales soient reconnu·es pour la qualité de leur travail, leurs qualifications et leur engagement ?

Aujourd'hui, il est plus qu'urgent que les professionnel·les retrouvent des conditions de travail améliorées avec une diminution de leur charge de travail, le remplacement de tous les postes vacants et le recrutement d'effectifs supplémentaires pour assurer les missions pour un service public de qualité.

Aujourd'hui, il est plus qu'urgent que les rémunérations des professionnel·les soient à la hauteur de leurs qualifications avec la revalorisation des grilles, le dégel de la valeur du point d'indice et les mêmes conditions de rémunérations pour toutes les professionnel·les (à même métier, même salaire).

Aujourd'hui, les travailleurs et travailleuses sociaux·ales et médico-sociaux·ales n'accepteront plus, au détriment de leur santé, d'exercer leurs missions auprès des personnes les plus précaires sans une réelle reconnaissance professionnelle.

C'EST POUR TOUTES CES RAISONS QUE LA FÉDÉRATION CGT DES SERVICES PUBLICS APPELLE L'ENSEMBLE DES AGENT·ES DU SECTEUR DU MÉDICO-SOCIAL À LA GRÈVE ET À PARTICIPER AUX MANIFESTATIONS LE MARDI 11 JANVIER POUR :

- Une augmentation de 10 % des postes pour répondre aux besoins des populations ;
- Une revalorisation immédiate et a minima de 10 % des salaires pour pallier à la perte du pouvoir d'achat depuis plus de 10 ans ;
- La revalorisation des métiers à prédominance féminine ;
- Une politique nationale qui définit la Protection de l'Enfance comme Mission de service publique garantissant ainsi l'équité, quel que soit le territoire, des conditions d'accueil et d'accompagnement nécessaires aux besoins des enfants et de leurs familles : prévention spécialisée, places en structure collective, en famille d'accueil, en accompagnement en milieu ouvert, etc.
- Une Prévention à la hauteur des enjeux ;
- Le renforcement des partenariats prévention, protection, justice pour une prise en charge à tous les niveaux ;
- La fin de la marchandisation du travail social au profit d'un grand service public de l'action sociale et médico-sociale ;
- Un accès universel aux droits fondamentaux pour le public accueilli.